

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/411

7 avril 1998

(98-1406)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

PROJET DE PROCEDURE D'ARBITRAGE AU TITRE DE L'ARTICLE 8.5 DE L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

Note du Président

Le texte ci-joint concernant la procédure d'arbitrage au titre de l'article 8.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires émane du Président et est le fruit des consultations informelles qui ont été menées depuis octobre 1997 au sein du Comité des subventions et des mesures compensatoires ("le Comité"). Ces consultations ont eu comme point de départ le texte qui avait été distribué précédemment dans le document G/SCM/W/5, daté du 11 mai 1995.

Il est proposé au Comité d'examiner ce texte à sa réunion ordinaire des 23 et 24 avril 1998.

Introduction

Le Comité des subventions et des mesures compensatoires a débattu abondamment des dispositions que renferme l'article 8.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Etant donné l'importance de ces dispositions, le fait que le délai prévu à l'article 8.5 pour mener à terme la procédure d'arbitrage est limité et l'absence de directives détaillées concernant le déroulement de cette procédure, le Comité a élaboré les règles suivantes dans le but de faciliter le fonctionnement de la procédure d'arbitrage et d'améliorer pour tous les Membres la transparence et la prévisibilité en ce qui concerne l'application de l'article 8 de l'Accord.

Le Comité fait remarquer que les dispositions de l'article 8.5 ne peuvent être considérées séparément puisqu'elles font partie intégrante de la Partie IV de l'Accord. A cet égard, il reconnaît que la procédure d'examen prévue à l'article 8.4 est importante et que les Membres devraient la prendre au sérieux. En particulier, lorsque les Membres s'interrogent sur la compatibilité d'un programme notifié avec les conditions et critères prévus dans les dispositions de l'article 8.2, le Comité attend d'eux qu'ils utilisent toutes les possibilités offertes par la procédure prévue à l'article 8.4 pour obtenir des précisions concernant toutes les questions pertinentes qu'ils peuvent se poser au sujet de ce programme. De même, le Comité note que, aux termes de l'article 8.3, le Membre qui notifie un programme est tenu de fournir des renseignements suffisamment précis pour permettre aux autres Membres d'évaluer la compatibilité du programme avec les conditions et critères prévus à l'article 8.2. Le Comité espère donc que les Membres qui auront présenté des notifications collaboreront dans toute la mesure du possible lorsqu'il s'agira de répondre aux questions d'autres Membres dans le cadre de la procédure d'examen prévue à l'article 8.4.

Bref, le Comité exhorte tous les Membres à participer de manière constructive et de bonne foi à la procédure de notification et d'examen qui est prévue aux paragraphes 3 et 4 de l'article 8 de manière à répondre le plus tôt possible aux questions et préoccupations concernant les programmes notifiés. Si besoin est, il est entendu que ces efforts comprennent la possibilité pour les Membres concernés de tenir des consultations informelles avant de demander l'arbitrage de manière à éviter les demandes d'arbitrage inutiles. Enfin, sans préjuger des droits conférés aux Membres par l'article 8.5, le Comité observe: i) qu'il serait préférable, par souci de clarté, de prévisibilité et de sécurité juridique, que les demandes d'arbitrage portant sur des déterminations établies par le Comité au titre de l'article 8.4 (ou sur le fait que le Comité n'est pas parvenu à établir une détermination) soient présentées dès que possible après la fin de la procédure prévue à l'article 8.4; et ii) que les Membres faciliteraient le déroulement de la procédure d'arbitrage qu'ils demandent s'ils indiquaient et décrivaient en détail les questions qui n'ont pas été soulevées dans le cadre de la procédure prévue à l'article 8.4.

Procédure d'arbitrage au titre de l'article 8.5 de l'Accord
sur les subventions et les mesures compensatoires

Le Comité des subventions et des mesures compensatoires décide par la présente d'adopter la procédure ci-après concernant le recours à l'arbitrage contraignant au titre de l'article 8.5 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Cette procédure n'a pas pour effet d'augmenter ni de diminuer les droits et obligations actuels des Membres au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ni d'aucun autre Accord de l'OMC. Cela étant, le Comité souligne que la présente décision n'empêche pas les parties à une procédure d'arbitrage de convenir d'une autre procédure tel qu'il est prévu au paragraphe 5.

I. DEMANDES D'ARBITRAGE

1. Tout Membre qui souhaite présenter une demande d'arbitrage au titre de l'article 8.5 adressera une demande écrite à cet effet au Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires ("le Comité") ainsi qu'au Membre dont le programme notifié est soumis à l'arbitrage. La demande indiquera:

- a) le fondement de la demande, c'est-à-dire une détermination du Comité au titre de l'article 8.4, le fait que le Comité n'est pas parvenu à établir une telle détermination et/ou le non-respect, dans des cas individuels de subventionnement, des conditions énoncées dans un programme de subventions notifié au titre de l'article 8.3;
- b) les questions spécifiques que devra traiter l'organe d'arbitrage, eu égard aux prescriptions énoncées à l'article 8.2, et une déclaration sur la position adoptée par le Membre qui demande l'arbitrage au sujet de chacune de ces questions;
- c) un bref résumé des renseignements sur lesquels la demande est fondée.

2. Toute demande d'arbitrage sera distribuée dans les moindres délais aux Membres.

3. Les Membres devraient tenir compte de la nécessité d'éviter une multiplication indue des procédures d'arbitrage au sujet d'un même programme et devraient donc se prévaloir des dispositions prévues au paragraphe 4 pour devenir parties à un arbitrage ou des dispositions prévues au paragraphe 17 pour devenir tierces parties dans un arbitrage, sans préjudice du droit des Membres de présenter une demande d'arbitrage.

4. Pour devenir parties à une procédure d'arbitrage, les autres Membres auront un délai de 15 jours après la date de distribution de la demande d'arbitrage pour faire parvenir au Président du Comité et au Membre dont le programme notifié est soumis à l'arbitrage une communication qui satisfera aux exigences relatives aux demandes d'arbitrage qui sont énoncées au paragraphe 1. Cette communication sera distribuée dans les moindres délais aux Membres.

5. Au cours de la période de 30 jours mentionnée au paragraphe 10, les parties pourront aussi convenir d'une procédure d'appoint ou d'une autre procédure que celle prévue ici pour l'arbitrage au titre de l'article 8.5. Si tel est le cas, cette procédure sera notifiée dans les moindres délais aux Membres. S'il n'y a pas d'accord sur une procédure d'appoint ni sur une autre procédure, la procédure indiquée ici sera la seule à s'appliquer et elle s'appliquera dans son intégralité.

II. RECOURS A L'ARBITRAGE

6. Dès que la composition de l'organe d'arbitrage aura été arrêtée, un avis à cet effet sera distribué aux Membres dans les moindres délais.

7. Aux fins de l'application de l'article 8.5, la date de distribution de l'avis visé au paragraphe 6 sera réputée être la date à laquelle la question est soumise à l'organe d'arbitrage.

III. PARTIES A LA PROCEDURE D'ARBITRAGE¹

8. Les parties à la procédure d'arbitrage seront le Membre qui a notifié le programme de subventions en question, le Membre qui demande l'arbitrage et tout autre Membre qui est devenu partie à la procédure d'arbitrage conformément au paragraphe 4.

IV. COMPOSITION DE L'ORGANE D'ARBITRAGE

9. L'organe d'arbitrage sera composé de trois arbitres, à moins que les parties ne conviennent d'un nombre impair différent.

10. Les membres de l'organe d'arbitrage et le Président seront désignés par les parties d'un commun accord. Si les parties n'arrivent pas à un accord dans les 30 jours suivant la date de distribution de la demande d'arbitrage - à moins que les parties ne conviennent d'un délai plus long -, toute partie pourra demander au Directeur général de l'OMC de désigner, en consultation avec le Président du Comité, l'arbitre ou les arbitres qui n'auront pas encore été désignés. Une telle désignation se fera, après consultation avec les parties, dans les dix jours suivant la demande.

11. A moins que les parties n'en conviennent autrement, les arbitres ne seront pas des ressortissants des parties à la procédure d'arbitrage ni des tierces parties dans la procédure d'arbitrage.²

12. Les arbitres seront choisis parmi des personnes ayant des compétences juridiques, économiques, financières ou techniques pertinentes, y compris une connaissance de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, pour ce qui est de la question soumise à l'organe d'arbitrage.

13. Le Secrétariat établira une liste indicative, à partir des nominations qui auront été faites par les délégations et approuvées par le Comité, de personnes qualifiées parmi lesquelles les arbitres pourront être choisis. Cette liste comprendra une indication de la formation et/ou de l'expérience et des qualifications professionnelles de chacune de ces personnes.

14. Lorsque le Membre ayant notifié le programme soumis à l'arbitrage est un pays en développement, l'organe d'arbitrage comprendra, si le pays en développement Membre le demande, au moins un arbitre provenant d'un pays en développement Membre.

¹Les termes "partie" et "parties" utilisés dans le texte ne recouvrent pas la notion de "tierce partie" et "tierces parties" dont il est question à la section VI.

²Dans le cas où une union douanière ou un marché commun est partie à une procédure d'arbitrage ou tierce partie dans une procédure d'arbitrage, la présente disposition s'applique aux ressortissants de tous les membres de cette union douanière ou de ce marché commun.

V. MANDAT DE L'ORGANE D'ARBITRAGE³

15. Si une demande d'arbitrage se rapporte à une détermination établie par le Comité au titre de l'article 8.4 ou au fait que le Comité n'est pas parvenu à établir une telle détermination, l'organe d'arbitrage déterminera, à la lumière des questions spécifiques soulevées par les parties à la procédure d'arbitrage conformément aux paragraphes 1 et 4, si le programme de subventions notifié au titre de l'article 8.3 ne respecte pas les conditions et critères énoncés à l'article 8.2.

16. Si la demande d'arbitrage se rapporte à une allégation de non-respect, dans des cas individuels, des conditions énoncées dans un programme de subventions notifié au titre de l'article 8.3, l'organe d'arbitrage déterminera si ces cas individuels de subventionnement sont contraires aux conditions énoncées dans le programme de subventions notifié au titre de l'article 8.3. Si une partie en fait la demande conformément au paragraphe 1, l'organe d'arbitrage déterminera également si le programme en question ne respecte pas les conditions et critères énoncés à l'article 8.2.

VI. TIERCES PARTIES

17. Un Membre qui ne souhaite pas devenir partie à la procédure d'arbitrage, mais qui souhaite plutôt participer à l'arbitrage de manière limitée, aura un délai de 20 jours après la date de distribution de la demande d'arbitrage pour informer par écrit le Président du Comité qu'il souhaite devenir tierce partie dans la procédure d'arbitrage. Une tierce partie ne pourra intervenir qu'au sujet des questions spécifiques soulevées par les parties.

18. Un Membre qui aura informé le Comité au titre du paragraphe 17 qu'il souhaite participer à la procédure d'arbitrage en tant que tierce partie aura le droit de présenter une communication écrite à l'organe d'arbitrage et de recevoir des copies des communications écrites des parties à la procédure d'arbitrage; il aura également la possibilité de se faire entendre à l'occasion des réunions de l'organe d'arbitrage auxquelles sont invitées les tierces parties. Une tierce partie ne pourra pas participer au choix des arbitres ni à l'établissement des méthodes de travail de l'organe d'arbitrage.

VII. METHODES DE TRAVAIL

19. La procédure d'arbitrage sera menée sur la base de communications et de documents écrits. Les parties à la procédure d'arbitrage et les tierces parties dans la procédure d'arbitrage présenteront des communications écrites dans les délais qui seront déterminés par l'organe d'arbitrage après consultation avec les parties. L'organe d'arbitrage déterminera si d'autres communications écrites sont nécessaires et fixera un délai pour la présentation de ces communications après avoir consulté les parties.

20. L'organe d'arbitrage pourra aussi tenir des réunions avec les parties et tiendra une réunion si une partie en fait la demande à un stade approprié de la procédure. Si l'organe d'arbitrage tient une réunion avec les parties, il organisera aussi une séance pour permettre aux tierces parties de présenter leurs vues, séance à laquelle assisteront les parties. Le texte des déclarations orales faites par les parties et, s'il y a lieu, par les tierces parties sera communiqué à l'organe d'arbitrage et ne comprendra que les renseignements et les vues qui ont effectivement été présentés verbalement.

³Le présent mandat s'applique également aux demandes visant à obtenir un deuxième ou énième arbitrage.

VIII. PROCEDURE

21. Les travaux de l'organe d'arbitrage seront confidentiels. Les communications écrites présentées à l'organe d'arbitrage seront traitées comme confidentielles. L'organe d'arbitrage ainsi que toutes les parties et tierces parties traiteront comme confidentiels les renseignements communiqués à l'organe d'arbitrage qui auront été désignés comme tels par celui qui les aura communiqués. Aucune disposition des présentes n'empêchera une partie ou une tierce partie de divulguer au public ses propres positions.

22. Une partie ou une tierce partie mettra à la disposition de toutes les autres parties et tierces parties ses communications écrites. Si un Membre le lui demande, une partie ou une tierce partie fournira aussi, dans un délai raisonnable, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications écrites qui peuvent être divulgués au public.

23. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec l'organe d'arbitrage en ce qui concerne les questions que celui-ci examine.

24. Avant de présenter ses conclusions, l'organe d'arbitrage fournira aux parties un exposé récapitulatif des renseignements sur lesquels il entend fonder ses conclusions et il communiquera à chacune des tierces parties les extraits de cet exposé récapitulatif qui ont trait aux questions spécifiques qui auront été abordées par celle-ci. L'organe d'arbitrage donnera aux parties et aux tierces parties la possibilité de présenter des observations sur l'exposé récapitulatif, dans un délai qu'il fixera.

25. La procédure d'arbitrage se déroulera au siège de l'Organisation mondiale du commerce.

26. Le Secrétariat de l'OMC servira de secrétariat à l'organe d'arbitrage et s'occupera de toutes les tâches administratives nécessaires pour l'aider dans ses fonctions, y compris la réception et la distribution des communications concernant les demandes d'arbitrage et la tenue d'un dossier permanent structuré pour chacune des procédures d'arbitrage.

IX. RENSEIGNEMENTS EXAMINES PAR L'ORGANE D'ARBITRAGE

27. L'organe d'arbitrage effectuera ses travaux en s'appuyant sur les renseignements à sa disposition, y compris les renseignements ci-après, s'ils existent et présentent de l'intérêt:

- a) la notification concernant le programme de subventions en question et les mises à jour annuelles de cette notification;
- b) les constatations du Secrétariat, le compte rendu des débats du Comité et la détermination du Comité, tels qu'ils figurent dans les écritures établies dans le cadre de la procédure au titre de l'article 8.4;
- c) les documents et arguments présentés au Secrétariat et au Comité dans le cadre de la procédure prévue à l'article 8.4;
- d) le(s) dossier(s) concernant tout (tous) arbitrage(s) antérieur(s) au sujet du même programme;
- e) tout renseignement fourni à l'organe d'arbitrage par les parties et tierces parties dans le cadre de ces procédures;
- f) tout renseignement ou conseil technique obtenu par l'organe d'arbitrage en vertu des dispositions des paragraphes 28 et 29.

28. Un Membre devrait répondre dans les moindres délais et de manière complète à toute demande de renseignements présentée par un organe d'arbitrage qui jugerait ces renseignements nécessaires et appropriés.

29. L'organe d'arbitrage aura le droit de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements et des avis techniques. Toutefois, avant de demander de tels renseignements ou avis techniques à une personne ou à un organisme relevant de la juridiction d'un Membre, il en informera les autorités de ce Membre. Les parties et les tierces parties auront la faculté de consulter dans leur intégralité les demandes de renseignements ou d'avis techniques formulées au titre du présent paragraphe ou du paragraphe précédent ainsi que les renseignements ou avis techniques obtenus par suite de ces demandes. Lorsqu'il demandera des renseignements ou des avis techniques au titre du présent paragraphe ou du paragraphe précédent, l'organe d'arbitrage obtiendra l'accord du particulier, de l'organisme ou du Membre pour divulguer aux parties et aux tierces parties tous ces renseignements ou avis techniques. Les parties et tierces parties traiteront comme confidentiels les renseignements ou avis techniques qui auront été désignés comme tels par un particulier, un organisme ou un Membre. L'organe d'arbitrage donnera aux parties et aux tierces parties la possibilité de présenter des observations au sujet des renseignements ou des avis techniques obtenus en vertu du présent paragraphe ou du paragraphe précédent.

X. CONCLUSIONS DE L'ORGANE D'ARBITRAGE

30. Dans un délai de 120 jours suivant la date de distribution de l'avis visé au paragraphe 6, l'organe d'arbitrage fera connaître aux Membres ses conclusions et les motifs sur lesquels reposent ses conclusions sous la forme d'une décision collégiale unique.

31. Les conclusions présentées conformément au paragraphe 30 seront contraignantes pour tous les Membres.

XI. EXAMEN DE LA PRESENTE PROCEDURE

32. Trois ans au plus tard après que la présente procédure aura été invoquée pour la première fois, le Comité en examinera le fonctionnement et pourra décider à ce moment-là de modifications à y apporter.
